

JA 32 et FDSEA 32 : Les députés de la nation ont décidé d'abandonner leurs agriculteurs



JA 32 et FDSEA 32 : Les députés de la nation ont décidé d'abandonner leurs agriculteurs

Communiqué des Jeunes Agriculteurs et de la FDSEA du Gers

" L'agriculture française est dans la tourmente depuis plus d'un an. Les crises se succèdent, aucune filière n'est épargnée, pourtant les agriculteurs sont toujours là pour nous nourrir.

Jeunes Agriculteurs et la FDSEA du Gers se mobilisent pour obtenir de vraies avancées pour sortir l'agriculture gersoise et française de la crise.

Il y a 10 jours, nous étions à Auch pour que les services de l'Etat entendent notre désarroi face à la concurrence déloyale que représente le Mercosur. Lundi encore, nous étions mobilisés pour demander de la simplification administrative et la liberté d'entreprendre sur nos fermes.

Nous nous battons tous les jours pour #simplification #trésorerie #souveraineté

Pourtant, ce matin, le constat est amer, les députés de la nation ont décidé d'abandonner leurs agriculteurs !

Les avancées négociées par Jeunes Agriculteurs et la FDSEA du Gers suite à nos mobilisations sont remises en cause ou ajournées..

Cette censure, c'est une remise en cause du projet de loi de finances et donc un potentiel abandon des avancées majeures pour la profession agricole :

- Calcul des retraites agricoles sur les 25 meilleures années
- Provision comptable déductible pour soutenir l'élevage bovin - Exonération pour les jeunes agriculteurs et pour les plus-values non taxées
- Renforcement de la transmission des exploitations - Augmentation de 20M€ de l'AITA - Allègements pour les saisonniers agricoles
- Prêts de trésorerie annoncés le mois dernier

Cette censure, c'est un coup d'arrêt des projets législatifs essentiels pour l'agriculture qui devaient reprendre :

- Loi d'Orientation Agricole
- Loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur,
- Loi d'orientation agricole, - Loi simplification,
- Loi EGALIM, ...

Cette censure, c'est aussi laisser la voie libre pour une signature de l'accord du Mercosur désavantageux pour notre agriculture française.

Si l'état ne veut plus de nos fermes nous ne voulons plus de l'Etat dans nos fermes ! Leur signal est clair autant que notre réponse.

Pas de budget pas d'Etat

Pas d'Etat pas de contrôle

Aujourd'hui nous demandons à nos représentants politiques de nous entendre et de se remettre au travail sur tous les sujets qui permettront la souveraineté alimentaire de notre pays et à nos agriculteurs de vivre de leur métier. L'agriculture française a besoin de stabilité et de visibilité. "